

2 Politique

Week-end politique

Le congrès de l'UN, principale attraction

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

L'Union nationale (UN) organise, demain dimanche, au Noé Palace de Libreville, un congrès extraordinaire. Des assises essentiellement destinées à la désignation de son candidat à la prochaine Présidentielle. C'est la principale information de cette fin de semaine. Même si d'autres manifestations, en relation avec les Partielles de ce mois de juin, et à la Présidentielle, sont à signaler ici et là.

AU regard de la rareté de grands événements prévus, ce week-end, on peut dire qu'il ne sera pas riche du point de vue de l'actualité politique. Dans ce sens, on relève comme la plus grande manifestation annoncée, le congrès extraordinaire de l'Union nationale (UN). Ce parti politique de l'opposition radicale, présidée par Zacharie Myboto. A côté de cet événement on note le

début de l'opération de distribution des cartes d'électeurs dans le cadre des élections partielles (Législatives et sénatoriales) du 18 juin prochain et des sorties relatives au prochain scrutin présidentiel.

Principale attraction de l'actualité politique de cette fin de semaine, les assises de l'UN auront lieu, dimanche, au Noé Palace de Libreville. Avec comme point central à l'ordre du jour la désignation du candidat de cette formation politique à la prochaine élection présidentielle prévue pour le mois d'août 2016. Ce rendez-vous fait suite à celui, du même genre, ayant eu lieu en mars dernier. Au cours de ces retrouvailles, Zacharie Myboto et les siens avaient créé la surprise en repoussant à une rencontre ultérieure, la désignation de leur candidat. Cela alors que certains cadres du parti avaient déjà exprimé leur intention de solliciter l'investiture du parti au



Photo : SM

Membres du directoire de l'UN, lors du congrès de mars.

prochain scrutin présidentiel. C'est le cas de Mgr Mike Jocktane. Même si des rumeurs persistantes donnaient également Paul-Marie Gondjout partant... Le directoire de l'UN avait à l'époque soutenu que l'élection présidentielle n'était pas au cœur de leurs préoccupations prioritaires, en ce sens que les conditions d'un scrutin transparent n'était pas encore réunies. Axant leur combat sur l'obtention des garanties pour la transparence électorale. C'est d'ail-

leurs fort de cela que l'un des potentiels candidats à la candidature de l'UN, Paul-Marie Gondjout, avait, au cours d'une conférence de presse, déclaré surseoir son ambition présidentielle tant que les conditions d'une élection libre n'était pas réunies. Ce qui fait que demain, le nombre de postulants à l'investiture de l'UN risque d'être très restreint.

A ce jour en effet, outre Mgr Mike Jocktane, on cite le nom de l'ancien Premier ministre Casimir Oye Mba,

par ailleurs un des vice-présidents dudit parti. Si tel était le cas, nombre d'observateurs imaginent mal comment l'homme d'église pourrait l'emporter face à celui qui, lors de l'élection anticipée de 2009, avait surpris ses partisans en retirant à la dernière minute sa candidature, arguant avoir été conseillé par des dirigeants de la sous-région.

Parmi les autres événements programmés ce week-end, il y a le début, aujourd'hui, de la distribu-

tion des cartes d'électeurs dans le cadre des élections partielles (Législatives et sénatoriales). Toutefois, il faut souligner que cette opération qui durera jusqu'au 17 juin prochain ne concerne pour le moment que les sièges de l'intérieur du pays. Au niveau de Libreville, notamment aux 1ers sièges des 3e et 4e arrondissements de la capitale, la distribution se fera dès lundi (lire par ailleurs).

La prochaine Présidentielle pourrait aussi mobiliser certains états-majors au cours de ce week-end. C'est le cas du candidat Jean Ping qui est annoncé du côté du Moyen-Ogoué, dans le cadre de ses tournées à l'intérieur du pays. De même, une association regroupant des jeunes du 4e arrondissement (J4) et soutenant la candidature du président Ali Bongo Ondimba est également attendue dans les Akébé. Précisément à l'école publique d'Akébé 2 A, derrière le Centre social.

Réseau des femmes sénatrices du Gabon (Refeseg)

Nanette Longa Makinda à la tête du comité directeur

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

C'EST au cours de l'assemblée générale ordinaire tenue hier au siège du Sénat que le nouveau bureau du Réseau des femmes sénatrices du Gabon (Refeseg) a été élu et installé. C'est désormais l'élue de la commune de koulamoutou, Nanette Longa Makinda qui dirigera ledit réseau. Elle succède à ce poste à l'actuelle présidente de l'institution, Lucie Milebou par ailleurs élue de la commune de Fougamou.

La séance d'hier, présidée par la sénatrice Sophie Nguamassana, a vu la présence de plusieurs invitées notamment, la présidente du Conseil économique et social (CES), Georgette Koko, quelques députés, des maires de Libreville et Owendo, des membres du gouvernement, les représentants des missions diplomatiques et des partenaires au développement. Une assistance composée essentiellement de femmes.

Outre l'élection et l'installation du nouveau bureau, les sénatrices membres du Réseau ont fait le bilan moral de leurs activités de la 3e Législature, examiner et adopter les statuts et règlement. Ainsi, on retiendra que le bureau sortant a effectué un certain nombre de missions à l'étranger et sur le plan national, en vue de s'enquérir de l'expé-



Photo : Gaston Ngoubili

Le nouveau bureau conduit par la sénatrice Nanette Longa Makinda (3e à partir de la gauche).



Photo : Gaston Ngoubili

Lucie Milebou, présidente d'honneur du Refeseg pendant son allocution.



Photo : Gaston Ngoubili

Le bureau du Refeseg et les invités posant devant les objectifs.

rience des pays frères, mais également, au niveau local, mobiliser et sensibiliser les femmes leaders sur leur rôle dans le développement du pays.

Ainsi, dans son mot de circonstance, la présidente d'honneur du Refeseg, par ailleurs numéro un de cette institution, a vu en cette

première assemblée ordinaire de la 4e Législature, une nécessité pour les femmes d'assurer la continuité du travail débuté par les pionnières de ce réseau. "Je voudrais saluer le courage, le dynamisme et la ténacité de ces femmes parlementaires pour leur engagement à lever les bar-

rières de discriminations faites aux femmes à une période où les hommes étaient très réticents à accepter, que nous, femmes, puissions jouir de nos droits fondamentaux", a-t-elle souligné. Aussi, Lucie Milebou a-t-elle invité ses collègues à "saisir l'opportunité que nous offre notre statut de

parlementaire, pour participer à la mise en place des réformes et à l'adoption des législations propres à enraciner l'égalité dans nos sociétés".

Pour sa part, la nouvelle présidente du comité directeur du Refeseg, Nanette Longa Makinda, a réprécisé le but majeur du réseau

qu'elle dirige désormais: contribuer à la valorisation des femmes au plan politique, économique et social, à travers la sensibilisation de l'ensemble des couches sociales sur l'apport et l'impact de la femme dans le processus de développement durable et de la culture de la paix. A cet effet, l'une de leurs préoccupations majeures sera ainsi de "permettre à la femme de participer pleinement à la prise de décision sur les questions relatives au développement de la nation. Nous militons (...) pour une plus grande représentativité des femmes dans la sphère de prise de décision, à hauteur de 30%, comme prôné par le président de la République". Soulignons que le Refeseg a été créé le 10 décembre 2010, avec comme premier président Feue Rose Francine Rogombe, à qui des anciennes collègues ont rendu un vibrant hommage.